

étudiée à fond et il aurait été possible de le faire avant juin, car nous avons amplement le temps. Le gouvernement détient le pouvoir de présenter la mesure législative et nous avons été saisis de cette question par intermittence, mais nous ne l'avons jamais étudiée à fond.

La Commission du système métrique est l'un des nombreux désastres du gouvernement. Il y a un fort roulement de personnel. Les présidents de secteur sont rapidement remplacés. Lorsque vous discutez avec des gens de l'industrie qui ont déjà été président de secteur, vous constatez que certains d'entre eux ont occupé ce poste pour une réunion seulement, et comme ils n'avaient rien pu accomplir et qu'ils ne pouvaient accepter la façon de procéder, ils ont démissionné; puis un autre président de secteur était nommé, puis encore un autre. Il y a très peu d'orientation ou de coordination au sein de la Commission du système métrique. Le secteur des petites entreprises n'y est pas représenté. Les chefs des commissions de secteurs viennent des grandes entreprises et non pas des petites ou moyennes entreprises. Dans nombre de cas, les petits entrepreneurs n'ont pas le temps de participer au débat sur la conversion au système métrique.

La Commission du système métrique nous donne l'impression d'être envahie par une bande de bureaucrates farfelus et de propagandistes qui s'arrogent le droit de nous dire ce qui nous convient le mieux dans un pays aussi démocratique que le Canada.

Voyons comment les décisions sont prises. A titre d'exemple, je connais une association qui s'appelle la North American Fastener Association. En prévision de la conversion au système métrique, les membres de cette association ont décidé ensemble d'utiliser un boulon dodécagonal comme modèle de série. Ce boulon est peut-être une grande découverte dans une chaîne de production dotée de machines-outils spéciales très puissantes mais c'est une perte pour les préposés à la réparation ou pour les agriculteurs qui voudront les récupérer pour les utiliser de nouveau. C'est le genre de chose qu'on déplore. Ce problème n'a jamais été soulevé au Parlement, ni à un comité de la Chambre et on n'en parle dans aucun rapport de la Commission du système métrique. Ce sont des initiatives qui prend un petit groupe de fabricants, initiatives qui auront des conséquences désastreuses pour la vente des machines en Amérique du Nord.

En tant que députés, nous n'avons pas notre mot à dire à la Commission du système métrique. Une fois par an, à l'occasion de l'étude du budget des dépenses du ministère de l'Industrie et du Commerce, nous avons un droit de regard sur elle, mais il faudrait alors négliger tous les autres crédits du ministère et consacrer 10, 15 ou 20 minutes à des questions qui se rapportent strictement à la conversion au système métrique. Étant donné la structure de notre système, cette question ne se prête pas du tout à l'étude en comité.

La Commission du système métrique est connue pour son arrogance. Elle n'a publié que trois rapports annuels et le dernier avait dix mois de retard. Certains responsables de la Commission ont comparu devant le comité des finances de notre parti en 1974. Ils se sont bornés à nous présenter une carte du Canada sur laquelle Edmonton est la capitale du Manitoba et Winnipeg la capitale de l'Alberta.

**Une voix:** Quelle honte!

**M. Kempling:** Nous avons là une belle preuve de la stupidité des gens qui ont dressé cette carte. Ils ont ri lorsque nous leur

### *Système métrique*

avons signalé leur erreur; ils ont trouvé cela très drôle. Cela montre bien l'insensibilité de ces personnes.

La Commission du système métrique, avec le plein accord du gouvernement, applique en fait un programme incomplet qui nous coûte des millions de dollars. Jusqu'ici, les frais s'élèvent à \$19,823,477, somme qui aura été consacrée aux activités de la Commission du système métrique depuis le moment de sa création jusqu'à la fin de 1978. Les Canadiens ont le droit de demander ce qu'ils obtiennent en retour.

Les membres de la Commission du système métrique continuent d'adopter une attitude arrogante en faisant preuve d'un manque d'information et en refusant de se présenter devant le comité parlementaire. J'ai dit à maintes reprises au comité qu'aucune raison au monde ne nous empêche de rencontrer une fois par année les membres de la Commission du système métrique, pendant deux ou trois jours s'il le faut, pour voir un peu où en sont les choses. Mais ils aiment se cacher derrière les prévisions, et prétendent que seules quelques personnes sont aptes à répondre aux questions. La Commission ne remet pas ses rapports au Parlement à temps, et elle n'a guère essayé de coordonner l'ensemble du programme de conversion au système métrique.

J'ai demandé à maintes et maintes reprises au gouvernement de proposer un bill qui s'appliquerait à tout le programme de conversion au système métrique. En fait, à un moment donné, le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque a dit qu'il ne savait pas comment rédiger ce bill, s'il en présentait un. Il a dit qu'il serait heureux de recevoir nos recommandations. Nous lui avons envoyé une lettre avec toute une liste de propositions sur la façon de rédiger un bill sur la conversion au système métrique, mais elles n'ont, bien entendu, pas été acceptées. Le gouvernement n'adopte pas la bonne attitude à cet égard.

Il n'y a aucun doute qu'avec le temps, la conversion se fera, mais il y a différentes façons de procéder. Aux États-Unis, par exemple, on a pris des mesures distinctes en ce qui concerne les mesures agraires. Dans une lettre que nous a envoyée le comité américain des sciences et de la technologie, voici ce qu'on peut lire:

Pendant nos audiences, la question des mesures agraires a été précisément abordée. L'arpentage a souvent été cité comme exemple où la conversion offrirait très peu d'avantages et où les coûts ne seraient pas justifiés par les gains possibles. On a aussi noté que l'arpentage dans l'État de la Louisiane continue de se faire dans les vieilles mesures françaises, vestige de l'époque où la France a colonisé cette partie du continent. Il en est de même pour les mesures agraires espagnoles en Californie. Dans aucun de ces deux cas on a trouvé avantageux de se convertir au système anglais par le passé, et il n'y a pas de plans à l'heure actuelle prévoyant la conversion de ces mesures ni d'aucune autre mesure agraire ailleurs aux États-Unis au système métrique.

● (1650)

Au sujet de la conversion possible de la Chambre de commerce de Chicago au système métrique et des répercussions possibles sur les transactions de grain et d'autres denrées, il n'existe pas, autant que je sache, de plans de conversion à l'heure actuelle. Je me suis renseigné auprès de responsables de la Chambre de commerce; si une des organisations faisant le commerce des denrées décidait d'elle-même de se convertir au système métrique, la Chambre accepterait un tel changement pour cette industrie. Toutefois, la Chambre elle-même n'imposerait pas un tel changement à ses membres.